

Mayotte : une rentrée universitaire « organisée » à vue

À la suite du passage dévastateur du cyclone Chido, Mayotte doit se reconstruire, et faire face à des dégâts considérables tant humains que matériels. Quelles seront les conditions de la rentrée universitaire pour les étudiants, dont moins de la moitié ont pu être contactés ?

Par **DAMIEN DEVAULT**,
section SNESUP-FSU de Mayotte

Depuis le 14 décembre, Mayotte a été frappée coup sur coup par un cyclone et une tempête tropicale intenses. L'île est dévastée et ses bâtiments sont endommagés à des degrés plus ou moins sévères : notre établissement n'a pas fait exception. Il a durablement perdu la moitié de sa capacité d'accueil malgré le travail des collègues rapidement intervenus pour sauver ce qui pouvait l'être et faire les réparations d'urgence.

Si le bâti a souffert, les humains aussi. Beaucoup de collègues ont perdu leur domicile ou y vivent dans des conditions très dégradées. Mais que dire des étudiants, dont moins de la moitié ont pu, à cette heure, être contactés ? Les corps, mais plus souvent les âmes ont été durablement impressionnés.

COURS EN DISTANCIEL

Nous ne pourrions accueillir tous nos étudiants en présentiel faute de place, mais les étudiants eux-mêmes peuvent-ils avoir les ressources (électricité, réseau) pour le distanciel ? Et quel impact peut avoir sur eux une année universitaire massivement distanciée, voire basée sur des vidéos postées sur Internet ? D'un pareil choix, difficile de faire émerger une solution, et la rentrée, pour l'heure prévue fin janvier, se prépare donc à vue. Le recours aux universités partenaires pour accueillir les étudiants, notamment pour les années diplômantes comme la L3, a néanmoins été écarté. Cela aurait pourtant permis d'alléger les plus petites promotions et de libérer d'autant les salles pour les promotions les plus nombreuses. On sait d'ores et déjà des expériences passées que le recours aux M2 MEEF envisagé notamment pour combler le manque d'effectifs des enseignants titulaires de l'éducation nationale posera un problème dans une île où le niveau scolaire est remarquablement faible. Les crises s'y succèdent : sanitaires (Covid-19, choléra), sécuritaires (délinquance, barrages), structurelles (crise de l'eau, cyberattaque..., mais aussi, en interne, des procédures byzantines sans fin ni raison, contradictoires avec les promesses arrachées par les syndicats) et foncière (notre établissement, qui est pour une bonne partie en modu-

laire depuis dix ans, déborde sur les écoles pour placer ses cours faute de capacité d'accueil depuis bien avant le cyclone Chido). Il en découle des cursus à éclipse qui obèrent la qualité globale de ceux-ci. Les étudiants doivent sillonner Mayotte (et surtout les M2 MEEF, que leur statut hybride rend particulièrement vulnérables aux pressions pour leurs stages) indépendamment des risques encourus.

REDRESSER LA SITUATION

Si aujourd'hui est sombre, demain n'apparaît pas lumineux. La lenteur de la restauration des services est sans commune mesure avec l'état des lieux proposé dans les médias nationaux : l'État, qui agit comme s'il voulait garder la face, joue sur les mots d'une urgence interminablement lente et d'une reconstruction qui risque d'être bâclée. Espérons que nos ministères de tutelle sauront éviter cet écueil. L'installation annoncée de 20 salles modulaires ne doit pas augurer d'un temporaire voué à durer.

La production agricole est perdue et une partie des replantations a été balayée par la tempête. L'insécurité remonte en flèche avec les tensions ethniques à l'avenant. Pour un territoire déjà légitimement très peu attractif, les événements récents et à venir vont exiger un coup de collier digne de ce nom. Il faut redresser la situation et éviter que personnel comme étudiants soient sacrifiés sur l'autel du « *tout va très bien, Madame la marquise* ». ■

Notre établissement a durablement perdu la moitié de sa capacité d'accueil.

RÉUNIONS DE CRISE

Le SNESUP-FSU a pu interpellé l'administration centrale à l'occasion de la réunion de crise organisée le 18 décembre, puis le 7 janvier avec le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (ESR), Philippe Baptiste, et le 9 janvier avec la ministre de l'Éducation nationale et de l'ESR, Élisabeth Borne. La FSU a demandé qu'un état des lieux humain et matériel précis soit fait, y compris pour le supérieur, et partagé de manière transparente avec les organisations syndicales et les acteurs et actrices locaux-ales pour que des solutions adaptées à chacune puissent être trouvées en urgence, et qu'un échange spécifique avec le recteur, chancelier des universités, et le ministre de l'ESR soit organisé. Propositions de logement temporaire pour ceux qui n'ont plus de toit, déblocage d'une aide d'urgence pour tout le personnel, examen attentif des demandes de mutation, accueil des étudiants à court terme, réflexion sur le déploiement éventuel de l'année universitaire à venir sur plus qu'une année, renforcement du réseau informatique, plan de reconstruction en « dur » et plan d'attractivité et de fidélisation (passant par une meilleure gestion des carrières) sont autant de sujets évoqués (sans exhaustivité) ou qui seront mis prochainement sur la table.